



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/AC.109/L.1815
24 juin 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'Étudier LA
SITUATION EN CE QUI CONCERNE
L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION
SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

RAPPORT DU SOUS-COMITÉ DES PETITS TERRITOIRES, DES PÉTITIONS,
DE L'INFORMATION ET DE L'ASSISTANCE

Rapporteur : Mme Cecilia MACKENNA (Chili)

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. EXAMEN, PAR LE SOUS-COMITÉ DES PETITS TERRITOIRES, DES PÉTITIONS, DE L'INFORMATION ET DE L'ASSISTANCE, DES QUESTIONS D'ANGUILLA, DES BERMUDES, DE GUAM, DES ÎLES CAÏMANES, DES ÎLES TURQUES ET CAÏQUES, DES ÎLES VIERGES AMÉRICAINES, DES ÎLES VIERGES BRITANNIQUES, DE MONTSERRAT, DES SAMOA AMÉRICAINES ET DES TOKÉLAOU	1 - 6	3
II. ADOPTION DES PARTIES A ET B DU PROJET DE RÉOLUTION D'ENSEMBLE SUR ANGUILLA, LES BERMUDES, GUAM, LES ÎLES CAÏMANES, LES ÎLES TURQUES ET CAÏQUES, LES ÎLES VIERGES AMÉRICAINES, LES ÎLES VIERGES BRITANNIQUES, MONTSERRAT, LES SAMOA AMÉRICAINES ET LES TOKÉLAOU . .	7	5
A. Projet de résolution d'ensemble sur Anguilla, les Bermudes, Guam, les îles Caïmanes, les îles Turques et Caïques, les îles Vierges américaines, les îles Vierges britanniques, Montserrat, les Samoa américaines et les Tokélaou		5

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
B. Projets de résolutions relatives à la situation aux Samoa américaines, à Anguilla, aux Bermudes, aux îles Vierges britanniques, aux îles Caïmanes, à Guam, à Montserrat, aux îles Turques et Caïques et aux îles Vierges américaines		9
1. Samoa américaines		9
2. Anguilla		10
3. Bermudes		11
4. îles Vierges britanniques		12
5. îles Caïmanes		13
6. Guam		14
7. Montserrat		16
8. îles Turques et Caïques		17
9. îles Vierges américaines		19

I. EXAMEN, PAR LE SOUS-COMITÉ DES PETITS TERRITOIRES, DES PÉTITIONS, DE L'INFORMATION ET DE L'ASSISTANCE, DES QUESTIONS D'ANGUILLA, DES BERMUDES, DE GUAM, DES ÎLES CAÏMANES, DES ÎLES TURQUES ET CAÏQUES, DES ÎLES VIERGES AMÉRICAINES, DES ÎLES VIERGES BRITANNIQUES, DE MONTSERRAT, DES SAMOA AMÉRICAINES ET DES TOKÉLAOU

1. Le Sous-comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance a examiné les questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, des Samoa américaines et des Tokélaou, de sa 675e à sa 687e séance, entre le 14 avril et le 7 juin 1994.
2. Pour l'examen de ces questions, le Sous-Comité était saisi des documents de travail relatifs à ces territoires établis par le Secrétariat (A/AC.109/1180 et 1181, 1183, 1185 et 1186, 1188 à 1190, 1192 et 1193).
3. Le Sous-comité a procédé à un examen approfondi de la situation politique, économique et sociale dans chacun de ces territoires à la lumière des renseignements figurant dans les documents de travail établis par le Secrétariat et des déclarations des représentants d'une Puissance administrante (Nouvelle-Zélande) et de gouvernements de territoire (les Tokélaou et Guam) qui ont participé aux débats.
4. Au cours de son examen, le Sous-Comité a accordé une attention particulière aux questions suivantes :
 - a) La qualité et le degré d'actualité des renseignements figurant dans les documents de travail établis par le Secrétariat au sujet des territoires susmentionnés;
 - b) L'obligation incombant aux puissances administrantes, en vertu de la Charte des Nations Unies, de fournir en temps opportun des renseignements à jour sur les territoires placés sous leur administration;
 - c) La nécessité d'envoyer dans les territoires des missions de visite des Nations Unies comme moyen d'obtenir des renseignements de première main sur ces territoires;
 - d) La situation constitutionnelle, particulièrement dans les territoires où une révision constitutionnelle est en cours ou est prévue;
 - e) Les conditions requises dans certains des territoires en matière de résidence pour être autorisé à voter dans un référendum sur l'autodétermination;
 - f) Les mesures à prendre pour accroître la participation des représentants des territoires non autonomes aux travaux du Comité spécial;
 - g) Les progrès réalisés dans le domaine de l'éducation politique;

/...

h) La position des partis politiques locaux sur la question de l'autodétermination et de l'indépendance;

i) L'appartenance et la participation des territoires aux organisations régionales et internationales;

j) La question des installations militaires dans certains de ces territoires et les incidences éventuelles d'un retrait de ces installations sur l'économie desdits territoires;

k) Le pourcentage d'expatriés dans la fonction publique locale et la nécessité d'intensifier la formation de personnel local afin d'accroître sa participation au processus de décision;

l) La forte dépendance de la majorité des territoires à l'égard du tourisme et des établissements financiers internationaux, et la nécessité de diversifier l'économie de ces territoires;

m) La propriété foncière acquise par les étrangers;

n) La préservation de l'environnement et la protection des zones entourant les territoires contre la dégradation de l'environnement et les catastrophes naturelles;

o) Les activités illicites de certains groupes d'intérêts, y compris le trafic des drogues et le blanchiment de l'argent, dans certains de ces territoires, et les efforts déployés par les gouvernements des territoires avec l'assistance des puissances administrantes et des organisations régionales et internationales en vue de mettre fin à ces activités;

p) La délivrance de licences de pêche et la question connexe de la pêche illégale dans les eaux territoriales de certains de ces territoires.

5. Le représentant de la Nouvelle-Zélande, Puissance administrante, a participé à l'examen, par le Sous-Comité, des questions des Tokélaou. Un représentant spécial du Conseil de Faipule (Coprésidents du Conseil général des Tokélaou) et un administrateur des Tokélaou ont participé aux délibérations du Sous-Comité. Deux représentants du Gouverneur de Guam, le Directeur de la politique et des communications de son cabinet et le Directeur exécutif de la Commission de Guam sur l'autodétermination, ont également participé aux discussions. Le Sous-Comité a déclaré qu'il appréciait cette participation ainsi que les renseignements supplémentaires fournis par la Puissance administrante concernée et par les représentants de Guam.

6. Le Sous-Comité a noté avec regret que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les États-Unis d'Amérique, Puissances administrantes de la plupart des territoires susmentionnés, n'avaient pas participé à ses délibérations.

II. ADOPTION DES PARTIES A ET B DU PROJET DE RÉSOLUTION
D'ENSEMBLE SUR ANGUILLA, LES BERMUDES, GUAM, LES
ÎLES CAÏMANES, LES ÎLES TURQUES ET CAÏQUES, LES ÎLES
VIERGES AMÉRICAINES, LES ÎLES VIERGES BRITANNIQUES,
MONTSERRAT, LES SAMOA AMÉRICAINES ET LES TOKÉLAOU

7. Le Sous-Comité, à sa 687e séance tenue le 7 juin 1994, a adopté par consensus les parties A et B du projet de résolution d'ensemble.

A. Projet de résolution d'ensemble sur Anguilla, les Bermudes, Guam, les îles Caïmanes, les îles Turques et Caïques, les îles Vierges américaines, les îles Vierges britanniques, Montserrat, les Samoa américaines et les Tokélaou

SITUATION GÉNÉRALE

Le Comité spécial,

Ayant examiné les questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, des Samoa américaines et des Tokélaou,

Ayant examiné le rapport du Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance,

Rappelant la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, qui contient la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et toutes les résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies qui ont trait à ces territoires, en particulier les résolutions que l'Assemblée a adoptées à sa quarante-huitième session au sujet des différents territoires visés par la présente résolution;

Rappelant également la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1960, contenant les principes qui doivent guider les États Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer des renseignements, prévue à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, leur est applicable ou non,

Conscient de la nécessité d'assurer l'application intégrale et rapide de la Déclaration à ces territoires, l'Organisation des Nations Unies ayant fixé l'objectif de l'élimination du colonialisme d'ici à l'an 2000,

Notant la décision prise par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en tant que Puissance administrante d'infléchir sa politique afin d'améliorer ses relations avec les territoires des Caraïbes qui relèvent de son autorité,

Notant avec satisfaction la participation de la Nouvelle-Zélande aux travaux du Comité spécial,

Conscient de la situation géographique et des conditions économiques particulières de chacun de ces territoires et tenant compte de la nécessité

/...

d'accroître leur stabilité économique et de diversifier et de renforcer davantage leur économie, à titre prioritaire,

Conscient de la vulnérabilité particulière des petits territoires aux catastrophes naturelles et à la dégradation de l'environnement,

Sachant qu'il est utile, à la fois pour les territoires et pour le Comité spécial, que des représentants des territoires non autonomes participent aux travaux du Comité spécial,

Exprimant sa conviction que des référendums et autres formes de consultation populaire sur le statut futur des territoires non autonomes offrent un moyen approprié de connaître les souhaits des populations de ces territoires en ce qui concerne le statut politique futur de ceux-ci,

Sachant que l'envoi de missions de visite des Nations Unies constitue le moyen le plus efficace d'évaluer la situation dans les territoires non autonomes et estimant qu'il convient de maintenir à l'étude la possibilité d'envoyer, en temps opportun et en consultation avec les puissances administrantes, d'autres missions de visite dans ces territoires,

Notant avec satisfaction la contribution apportée au développement de certains de ces territoires par les institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que par des organismes régionaux comme la Banque de développement des Caraïbes,

Ayant à l'esprit la fragilité de l'économie des petits territoires et leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles et à la dégradation de l'environnement et rappelant les résolutions de l'Assemblée générale et le rapport du séminaire régional des Nations Unies sur la décolonisation, tenu en 1993 dans le cadre du Plan d'action de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, ainsi que les positions prises par les gouvernements des territoires et exposées dans le rapport du séminaire¹,

1. Approuve le rapport du Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance sur Anguilla, les Bermudes, Guam, les îles Caïmanes, les îles Turques et Caïques, les îles Vierges américaines, les îles Vierges britanniques, Montserrat, les Samoa américaines et les Tokélaou;

2. Réaffirme le droit inaliénable des populations de ces territoires à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies et à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

3. Réaffirme également que c'est en fin de compte aux populations de ces territoires elles-mêmes qu'il appartient de déterminer librement leur statut politique futur, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des

¹ Voir A/AC.109/1159.

Nations Unies, de la Déclaration et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, et demande à cet égard aux puissances administrantes, en coopération avec les gouvernements de ces territoires, de faciliter la coopération avec les gouvernements de ces territoires, de faciliter la réalisation de programmes d'éducation politique dans ces territoires afin de faire prendre conscience à leurs populations des options qui leur sont offertes pour exercer leur droit à l'autodétermination, compte tenu des différents statuts politiques légitimes clairement définis dans la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale;

4. Réaffirme qu'il incombe aux puissances administrantes de créer dans ces territoires les conditions propres à permettre à leurs populations d'exercer librement et sans ingérence leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance;

5. Demande au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en tant que Puissance administrante, de prendre dûment en considération toutes propositions faites par les territoires placés sous son administration dans le cadre de son examen des politiques et de la gestion touchant les territoires des Caraïbes qui relèvent de son autorité, ainsi que dans le contexte de l'évolution future des politiques les concernant;

6. Prie les puissances administrantes d'encourager et de faciliter la participation de représentants élus des territoires non autonomes placés sous leur administration et d'autres autorités ou personnalités appropriées dûment mandatées par les représentants aux travaux du Comité spécial et de son Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance, ainsi qu'aux travaux de ses séminaires;

7. Réaffirme que des facteurs tels que la superficie du territoire, la situation géographique, l'importance de la population et le caractère limité des ressources naturelles ne devraient en aucun cas empêcher les populations de ces territoires d'exercer rapidement leur droit inaliénable à l'autodétermination;

8. Réaffirme que, aux termes de la Charte, il incombe aux puissances administrantes de promouvoir le développement économique et social et de préserver l'identité culturelle de ces territoires, et recommande que la priorité continue d'être donnée, en consultation avec les gouvernements des territoires intéressés, au renforcement et à la diversification de leur économie;

9. Prie instamment les puissances administrantes de prendre ou de continuer de prendre, en coopération avec les gouvernements des territoires concernés, des mesures efficaces pour sauvegarder et garantir le droit inaliénable des populations de ces territoires d'en posséder, mettre en valeur ou céder les ressources naturelles, y compris les ressources marines, et d'établir et de conserver leur autorité sur leur exploitation future;

10. Prie de même instamment les puissances administrantes de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'environnement des territoires placés sous leur administration et pour le préserver de toute dégradation, et demande aux institutions spécialisées compétentes de continuer à surveiller l'état de l'environnement dans ces territoires;

11. Demande aux puissances administrantes de continuer de prendre toutes les mesures nécessaires, en coopération avec les gouvernements de ces territoires, pour faire face aux problèmes liés au trafic des drogues, au blanchiment de l'argent et autres infractions;

12. Exhorte les puissances administrantes à encourager ou à continuer d'encourager le maintien de relations étroites entre les territoires et d'autres communautés insulaires dans leurs régions respectives, et à encourager la coopération entre les gouvernements des territoires et les organismes régionaux ainsi que les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies;

13. Exhorte également les puissances administrantes à coopérer ou à continuer de coopérer avec le Comité spécial dans l'exercice de son mandat en lui fournissant, en temps voulu et conformément aux dispositions de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, des renseignements à jour pour chaque territoire placé sous leur administration, et en facilitant l'envoi dans ces territoires de missions de visite chargées d'obtenir des renseignements de première main et de s'enquérir des vœux et des aspirations de leurs habitants;

14. Engage les puissances administrantes à continuer ou à recommencer à participer aux séances et activités futures du Comité spécial et d'assurer la participation de représentants des territoires non autonomes aux travaux du Comité spécial;

15. Exhorte les États Membres à participer aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour réaliser l'élimination du colonialisme d'ici à l'an 2000 et les engage à continuer d'appuyer sans réserve l'action entreprise par le Comité spécial à cette fin;

16. Invite les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à prendre ou à continuer de prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer le progrès économique et social de ces territoires;

17. Prie les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de tenir dûment compte, en formulant leurs programmes d'assistance, du document intitulé "Problèmes et perspectives : schéma de stratégie", adopté à l'unanimité par la Réunion d'experts gouvernementaux des pays en développement insulaires et des pays et organismes donateurs²;

18. Décide de continuer à examiner la question des petits territoires et de recommander à l'Assemblée générale les mesures les plus aptes à permettre aux populations de ces territoires d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance, et de présenter un rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa cinquantième session.

² Voir A/CONF.147/5-TD/B/AC.46/4.

B. Projets de résolutions relatives à la situation aux Samoa américaines, à Anguilla, aux Bermudes, aux îles Vierges britanniques, aux îles Caïmanes, à Guam, à Montserrat, aux îles Turques et Caïques et aux îles Vierges américaines

1. Samoa américaines

Le Comité spécial,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Notant que des efforts sont actuellement déployés pour accroître la production des cultures vivrières destinées à la consommation locale aux Samoa américaines,

Prenant note des efforts déployés par le Gouverneur en vue de réduire les dépenses publiques et le déficit budgétaire du territoire,

Notant que les Samoa américaines sont le seul territoire des États-Unis où les employeurs ont le droit de verser aux travailleurs un salaire inférieur au salaire minimum du continent,

Notant également que le territoire continue de se ressentir d'une pénurie de personnel médical qualifié,

Conscient du fait qu'un tiers de la population est tributaire des systèmes d'alimentation en eau des villages qui, dans bien des cas, ne satisfont pas aux conditions sanitaires minimales,

Rappelant qu'une mission de visite des Nations Unies s'est rendue dans le territoire en 1981,

1. Invite la Puissance administrante à continuer, en coopération avec le Gouvernement du territoire, de promouvoir le développement économique et social du territoire afin de remédier à ses problèmes financiers;

2. Demande à la Puissance administrante, agissant en coopération avec les institutions régionales et internationales compétentes, d'aider le territoire à accroître sa production agricole;

3. Prie instamment la Puissance administrante de veiller, en coopération avec le Gouvernement du territoire, à ce que les salaires versés aux travailleurs soient alignés sur le coût de la vie dans le territoire;

4. Demande à la Puissance administrante, agissant en coopération avec le Gouvernement du territoire, d'aider à remédier à la pénurie de personnel médical qualifié dont se ressent le territoire;

5. Prie la Puissance administrante, agissant en coopération avec le Gouvernement du territoire, de fournir à l'ensemble de la population du territoire des services d'approvisionnement en eau adéquats, répondant aux

/...

normes sanitaires et, à cet égard, d'étudier la possibilité de faire en sorte que tous les habitants aient accès au réseau central d'adduction d'eau;

6. Note que 13 années se sont écoulées depuis qu'une mission des Nations Unies s'est rendue dans le territoire et demande à nouveau à la Puissance administrante de faciliter l'envoi d'une nouvelle mission à une date aussi rapprochée que possible.

2. Anguilla

Le Comité spécial,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Conscient du fait que le système d'enseignement en place à Anguilla connaît de graves problèmes, notamment classes surchargées, matériel et fournitures scolaires insuffisants, pourcentage élevé d'enseignants non qualifiés et exode des enseignants vers le secteur privé et d'autres secteurs de la fonction publique,

Conscient également du fait que le système d'enseignement en place à Anguilla n'est pas en mesure d'atténuer le problème de la pénurie de personnel national qualifié, notamment dans les domaines de la gestion économique et du tourisme, et qu'une réforme de l'enseignement est de la plus haute importance pour la réalisation des objectifs économiques à long terme du territoire,

Notant que le Gouvernement du territoire accorde une grande importance à la mise en valeur et à la formation de la main-d'oeuvre,

Notant également que le programme gouvernemental d'investissements publics pour 1991-1995 sera en principe financé par des donateurs extérieurs, par le biais de subventions et de prêts à des conditions de faveur,

Conscient du fait que l'exploitation des ressources de la haute mer contribuerait à réduire le risque d'épuisement des ressources halieutiques du territoire, par suite d'une surexploitation des lieux de pêche,

Rappelant qu'une mission de visite des Nations Unies s'est rendue dans le territoire en 1984,

1. Prie la Puissance administrante, lorsqu'elle envisagera, adoptera ou appliquera des décisions susceptibles d'affecter les territoires qui relèvent de son autorité, de continuer à accorder la plus grande attention aux intérêts, besoins et vœux du Gouvernement et du peuple d'Anguilla;

2. Demande à toutes les institutions nationales, régionales et internationales spécialisées dans le domaine de l'éducation d'accorder à Anguilla des fonds et du matériel et d'organiser à l'intention des enseignants du territoire des stages de formation pédagogique afin que celui-ci puisse surmonter ses problèmes en matière d'enseignement;

3. Demande également à tous les pays, à toutes les institutions et à toutes les organisations comptant des spécialistes en matière de formation de la main-d'oeuvre d'accorder à Anguilla une assistance dans ce domaine;

4. Invite la communauté internationale des donateurs à contribuer généreusement au programme gouvernemental d'investissements publics pour 1991-1995, et à accorder au territoire toute l'assistance possible pour lui permettre d'atteindre les principaux objectifs de développement définis par le Conseil exécutif du territoire;

5. Prie tous les pays et organismes ayant une expérience de la pêche hauturière de faciliter l'acquisition par les pêcheries du territoire de bateaux plus grands et d'engins de pêche, et d'offrir aux pêcheurs du territoire des programmes de formation à la pêche hauturière;

6. Note que 10 années se sont écoulées depuis qu'une mission des Nations Unies s'est rendue dans le territoire et demande à nouveau à la Puissance administrante de faciliter l'envoi d'une nouvelle mission à une date aussi rapprochée que possible.

3. Bermudes

Le Comité spécial,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Ayant à l'esprit les élections générales qui se sont tenues dans le territoire en novembre 1993, ainsi que le référendum sur l'indépendance des Bermudes qu'il est prévu d'organiser en 1994,

Notant les effets préjudiciables de la récession internationale sur l'économie des Bermudes,

Prenant note de la révision récente du système de justice pénale dans le territoire,

Notant avec préoccupation l'incidence de la criminalité dans les écoles secondaires et notant également qu'il est prévu de restructurer le système d'enseignement public,

Considérant que la fermeture des bases et installations militaires dans le territoire pourrait accélérer la pleine application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Notant qu'aucune mission de visite des Nations Unies n'a jamais été envoyée dans le territoire,

1. Considère que le référendum sur le statut futur des Bermudes constitue pour la population du territoire un moyen approprié de décider de son avenir;

2. Note avec satisfaction que l'économie bermudienne a commencé de se redresser et que le gouvernement du territoire continue de mettre l'accent sur une saine gestion économique générale des Bermudes;

3. Demande à la Puissance administrante de veiller à ce que le système de justice pénale soit équitable pour tous les habitants du territoire;

4. Note que le gouvernement du territoire projette de restructurer le système d'enseignement tout entier en vue de faciliter l'accès à l'enseignement supérieur et de faire acquérir à un plus grand nombre d'étudiants bermudiens les aptitudes requises pour répondre aux besoins du territoire en matière d'emploi;

5. Prend note de la décision que le Canada, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont prise de fermer leurs bases militaires respectives aux Bermudes en 1995;

6. Demande à nouveau à la Puissance administrante de faciliter l'envoi d'une mission des Nations Unies dans le territoire à une date aussi rapprochée que possible.

4. Îles Vierges britanniques

Le Comité spécial,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Notant que le territoire a demandé une révision de sa constitution, et notant également que la Puissance administrante a constitué une commission à cet effet,

Notant les mesures prises par le gouvernement du territoire pour développer les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, de l'enseignement et des communications,

Notant que le territoire a exprimé le souhait d'être admis à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et dans d'autres organismes régionaux et internationaux,

Notant que les besoins non satisfaits du territoire en matière de main-d'oeuvre continuent d'être un obstacle très sérieux à sa croissance économique,

Conscient des mesures prises actuellement par le gouvernement du territoire pour lutter contre le trafic des drogues et le blanchiment de l'argent,

1. Prie la Puissance administrante de tenir compte des vœux que pourraient exprimer le gouvernement et la population du territoire et de l'intérêt qu'ils pourraient manifester au sujet de la révision de la Constitution;

2. Prie également la Puissance administrante et toutes les institutions financières de continuer à apporter leur assistance au territoire afin de lui

/...

permettre d'atténuer les effets de la récession économique internationale et de poursuivre ses programmes de développement;

3. Engage à nouveau la Puissance administrante à faciliter l'admission du territoire à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en qualité de membre associé, ainsi que sa participation aux travaux d'autres organismes régionaux et internationaux;

4. Demande au Programme des Nations Unies pour le développement de continuer à apporter une assistance technique aux îles Vierges britanniques, compte tenu de la vulnérabilité du territoire face aux facteurs économiques externes ainsi que de la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée qui le caractérisent;

5. Demande également à tous les pays et à toutes les organisations comptant des spécialistes en matière de formation de main-d'oeuvre qualifiée d'aider par tous les moyens possibles le gouvernement du territoire à mener à bien ses programmes d'enseignement et de formation;

6. Note avec satisfaction les mesures prises par le gouvernement du territoire pour lutter contre le trafic des drogues et le blanchiment de l'argent, et prie instamment la Puissance administrante de continuer à aider le territoire dans les efforts qu'il fait en ce sens;

7. Note que 18 années se sont écoulées depuis qu'une mission de visite des Nations Unies s'est rendue dans le territoire et demande à nouveau à la Puissance administrante de faciliter l'envoi d'une nouvelle mission à une date aussi rapprochée que possible.

5. Îles Caïmanes

Le Comité spécial,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Notant que la Constitution amendée est entrée en vigueur aux îles Caïmanes le 1er février 1994,

Conscient des priorités économiques arrêtées par le gouvernement du territoire,

Notant le besoin urgent d'assurer la formation technique et professionnelle des autochtones, tout comme la formation de dirigeants et cadres d'entreprise,

Notant aussi que le gouvernement du territoire s'emploie à appliquer une politique de recrutement de personnel local visant à développer la participation des autochtones à la prise des décisions,

Notant que le territoire est tributaire d'importations agricoles,

Notant avec préoccupation la vulnérabilité du territoire face au trafic des drogues et aux activités connexes,

/...

Notant avec satisfaction que le gouvernement du territoire, les gouvernements d'autres pays de la région et celui de la Puissance administrante s'efforcent de prévenir et de réprimer les activités illicites telles que le blanchiment de l'argent, les transferts illicites de fonds, l'utilisation de fausses factures et les activités frauduleuses connexes, ainsi que l'usage et le trafic de drogues illicites,

Rappelant qu'une mission de visite des Nations Unies s'est rendue dans le territoire en 1977,

1. Prie la Puissance administrante d'assurer au gouvernement du territoire toutes les compétences techniques nécessaires afin de lui permettre de réaliser ses objectifs économiques;

2. Demande instamment à la Puissance administrante, agissant en consultation avec le gouvernement du territoire, de continuer à faciliter l'expansion du programme en cours qui vise à offrir des emplois aux autochtones, en particulier aux postes de commande;

3. Engage la Puissance administrante, agissant en consultation avec le gouvernement du territoire, à continuer de promouvoir le développement agricole des îles Caïmanes;

4. Prie les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de poursuivre et d'intensifier leur programme d'assistance au territoire en vue de renforcer, développer et diversifier son économie;

5. Engage la Puissance administrante à continuer de prendre toutes les mesures nécessaires, en coopération avec le gouvernement du territoire, pour lutter contre les problèmes liés au blanchiment de l'argent, aux transferts illicites de fonds et aux activités frauduleuses connexes et contre le trafic des drogues;

6. Note que 17 années se sont écoulées depuis qu'une mission des Nations Unies s'est rendue dans le territoire et demande à nouveau à la Puissance administrante de faciliter l'envoi d'une nouvelle mission à une date aussi rapprochée que possible.

6. Guam

Le Comité spécial,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Rappelant que lors d'un référendum tenu en 1987, le peuple guamien avait approuvé un projet de loi portant constitution d'un État libre associé de Guam qui devait placer les relations entre le territoire et la Puissance administrante dans une perspective nouvelle, l'autonomie interne de Guam y étant prévue, et reconnu le droit des Chamorros autochtones à exercer l'autodétermination du territoire,

Conscient que la Puissance administrante et le gouvernement du territoire poursuivent leurs négociations sur le projet de loi portant constitution d'un État libre associé de Guam ainsi que sur le statut futur du territoire, l'accent étant mis sur les questions de l'évolution des relations entre les États-Unis d'Amérique et Guam, l'autodétermination des Chamorros et la participation de Guam aux travaux des organisations internationales,

Notant que la Puissance administrante a nommé le 3 novembre 1993 un représentant spécial pour les questions relatives à l'État libre associé de Guam,

Sachant que la Puissance administrante poursuit son programme de transfert des terres fédérales excédentaires au Gouvernement de Guam,

Notant que les habitants du territoire ont demandé qu'une réforme soit apportée au programme de la Puissance administrante visant le transfert de biens complet et rapide à la population de Guam,

Conscient du fait que l'immigration à Guam a fait des Chamorros autochtones une minorité sur leur terre d'origine,

Considérant que la pêche commerciale et l'agriculture ainsi que d'autres activités viables offrent la possibilité de diversifier et de développer l'économie de Guam,

Notant avec préoccupation l'augmentation du taux de criminalité enregistrée dans le territoire,

Rappelant qu'une mission de visite des Nations Unies a été envoyée dans le territoire en 1979,

1. Engage la Puissance administrante à continuer de mener diligemment ses négociations avec le gouvernement du territoire sur le projet de loi portant constitution d'un État libre associé de Guam et sur le statut futur du territoire;

2. Exprime l'espoir que la nomination par la Puissance administrante d'un représentant spécial pour les questions relatives à l'État libre associé de Guam facilitera les discussions en cours sur le statut politique de Guam;

3. Prie la Puissance administrante, agissant en coopération avec le gouvernement du territoire, de continuer à faciliter le transfert des terres aux habitants du territoire et de prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder leurs droits de propriété;

4. Prie la Puissance administrante de continuer à reconnaître et à respecter les droits politiques et l'identité culturelle et ethnique du peuple chamorro et de prendre toutes les mesures nécessaires pour tenir compte des préoccupations du gouvernement du territoire concernant la question de l'immigration;

5. Prie également la Puissance administrante de continuer à appuyer les mesures prises par le gouvernement du territoire pour encourager le développement de la pêche commerciale et de l'agriculture ainsi que celui d'autres activités viables;

6. Prie instamment la Puissance administrante de continuer à aider le gouvernement du territoire à prévenir la criminalité;

7. Note que 15 années se sont écoulées depuis qu'une mission des Nations Unies s'est rendue dans le territoire et demande à nouveau à la Puissance administrante de faciliter l'envoi d'une nouvelle mission à une date aussi rapprochée que possible.

7. Montserrat

Le Comité spécial,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Prenant acte de la position du gouvernement du territoire selon laquelle, bien que l'indépendance soit à la fois souhaitable et inévitable, elle devrait être précédée d'une viabilité économique et financière suffisante pour soutenir Montserrat en tant qu'État indépendant,

Constatant avec préoccupation que le trafic des stupéfiants et le blanchiment de l'argent sont des pratiques très répandues dans le territoire,

Tenant compte de l'appartenance de Montserrat à des organismes régionaux et internationaux et de sa demande, encore en suspens, de réadmission à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, en qualité de membre associé,

Ayant connaissance de la politique du Gouvernement qui a l'intention de continuer à former et à mettre en valeur les ressources humaines locales,

Ayant également connaissance de la politique du Gouvernement qui entend parvenir à l'autosuffisance optimale en matière de production alimentaire dans les cinq ans,

Rappelant que la dernière mission de visite des Nations Unies s'est rendue dans le territoire en 1982,

1. Prie la Puissance administrante de s'employer à promouvoir le développement économique et social du territoire afin que celui-ci parvienne à l'autodétermination et à l'indépendance;

2. Prend acte de la préférence exprimée par le gouvernement du territoire pour une indépendance dans le cadre d'une union politique avec l'Organisation des États des Caraïbes orientales;

3. Prie la Puissance administrante, les organisations régionales et internationales compétentes, ainsi que les pays en mesure de le faire,

/...

d'accorder au Gouvernement de Montserrat toute l'assistance voulue pour réaliser l'objectif qu'il s'est fixé d'améliorer l'efficacité et la productivité de la fonction publique grâce à une formation à tous les niveaux;

4. Réitère l'appel qu'il a lancé à la Puissance administrante pour qu'elle prenne d'urgence, en coopération avec le Gouvernement de Montserrat, les mesures nécessaires pour faciliter la réadmission de Montserrat à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en qualité de membre associé;

5. Demande instamment aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies et aux institutions financières multilatérales et régionales de continuer à accroître leur assistance au territoire en vue de renforcer, développer et diversifier son économie conformément à ses plans de développement à moyen et à long terme;

6. Prie instamment la Puissance administrante de continuer à fournir son assistance au territoire afin de lutter contre le trafic des stupéfiants et le blanchiment de l'argent;

7. Note que 12 ans se sont écoulés depuis qu'une mission de visite des Nations Unies s'est rendue dans le territoire et demande à la Puissance administrante de faciliter l'envoi d'une nouvelle mission aussi rapidement que possible.

8. Îles Turques et Caïques

Le Comité spécial,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Prenant note des modifications récemment apportées à la Constitution du territoire et de l'intention du gouvernement du territoire de continuer à faire campagne pour y apporter d'autres modifications,

Prenant note également des différentes opinions exprimées par les représentants élus des îles Turques et Caïques sur la question du statut futur du territoire,

Ayant connaissance de la décision de la Puissance administrante d'appliquer une nouvelle politique visant à améliorer le dialogue, la coordination et la coopération avec les territoires des Caraïbes qui relèvent de son autorité,

Prenant note des mesures d'urgence qu'a prises le gouvernement du territoire pour réduire le déficit budgétaire et les dépenses publiques,

Prenant note également du fait que le gouvernement du territoire s'est engagé à réformer la fonction publique pour en accroître l'efficacité et à mettre en oeuvre sa politique de recrutement des agents de la fonction publique parmi les autochtones,

/...

Notant aussi que le Gouvernement a indiqué qu'il avait besoin d'une aide au développement pour atteindre l'objectif qu'il s'est fixé de parvenir à l'indépendance économique d'ici à 1996,

Notant également que le Gouvernement a décidé de créer une banque d'investissement afin d'attirer de nombreux capitaux du monde entier pour financer des projets dont le territoire a grand besoin,

Notant en outre que 90 % des produits alimentaires consommés sur le territoire sont importés et que le Gouvernement s'emploie à renforcer les secteurs de l'agriculture et de la pêche,

Ayant connaissance des efforts déployés par le Gouvernement pour établir un plan de gestion visant à contrôler l'exploitation de toutes les ressources marines,

Ayant également connaissance de la politique du Gouvernement en matière de tourisme, visant à établir des normes nationales pour l'industrie touristique,

Notant le nombre d'enseignants non qualifiés et d'expatriés dans le système éducatif du territoire,

Notant avec intérêt la déclaration faite en mars 1993 devant le Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance par un membre élu du Conseil législatif du territoire et les informations qu'il lui a fournies sur la situation politique, économique et sociale générale des îles Turques et Caïques,

1. Réaffirme qu'en dernière analyse, c'est à la population du territoire de décider elle-même de son avenir, en exerçant son droit à l'autodétermination et à l'indépendance;

2. Invite la Puissance administrante, dans l'application de sa nouvelle politique vis-à-vis des territoires qui relèvent de son autorité, à continuer de tenir pleinement compte des souhaits et des intérêts du Gouvernement et de la population des îles Turques et Caïques;

3. Demande au gouvernement du territoire de continuer de favoriser la création d'emplois pour les fonctionnaires qui auront perdu leur emploi par suite de la réforme de la fonction publique et de la compression des effectifs envisagée;

4. Demande également au gouvernement du territoire de veiller à ce que l'emploi d'étrangers ne compromette pas le recrutement d'autochtones possédant les compétences voulues;

5. Demande en outre aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies d'étudier les moyens d'aider concrètement le Gouvernement des îles Turques et Caïques à atteindre l'objectif qu'il s'est fixé de parvenir à l'indépendance économique d'ici à 1996;

6. Prend note avec satisfaction de l'augmentation de l'aide, en particulier de l'assistance financière, accordée au gouvernement du territoire par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et invite ce dernier à maintenir son assistance à ce niveau;

7. Invite toutes les institutions financières nationales, régionales, interrégionales et internationales, notamment le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, à prendre toutes les mesures nécessaires pour aider le Gouvernement des îles Turques et Caïques à créer et/ou à gérer la Banque d'investissement;

8. Prie instamment la Puissance administrante et les organisations régionales et internationales compétentes d'aider le gouvernement du territoire à accroître l'efficacité des secteurs de l'agriculture et de la pêche;

9. Prie en outre instamment la Puissance administrante et les organisations régionales et internationales compétentes d'appuyer les efforts que déploie le gouvernement du territoire pour lutter contre la pollution et la dégradation de l'environnement;

10. Demande à tous les pays et à toutes les organisations possédant une expérience dans le domaine de la formation des enseignants d'apporter une assistance généreuse au territoire dans ce domaine, en particulier en vue de former des nationaux;

11. Appelle l'attention de la Puissance administrante sur la déclaration faite en mars 1993 devant le Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance par le membre élu du Conseil législatif du territoire et sur les informations qu'il lui a fournies sur la situation politique, économique et sociale du territoire;

12. Constate que 14 années se sont écoulées depuis qu'une mission des Nations Unies s'est rendue dans le territoire et demande à la Puissance administrante de faciliter l'envoi d'une nouvelle mission aussi rapidement que possible.

9. Îles Vierges américaines

Le Comité spécial,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Ayant connaissance des résultats du référendum sur le statut politique qui s'est tenu dans le territoire le 11 octobre 1993,

Notant aussi que le gouvernement du territoire continue de souhaiter que le territoire soit admis, en qualité de membre associé, à l'Organisation des États des Caraïbes orientales et, en qualité d'observateur, à la Communauté des Caraïbes, et qu'il ne peut pas, pour des raisons financières, participer aux travaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation mondiale de la santé,

/...

Conscient des graves problèmes financiers que connaît le gouvernement du territoire et des mesures prises par ce dernier pour réduire le déficit budgétaire,

Notant la nécessité de diversifier davantage l'économie du territoire,

Notant aussi que la question du transfert de Water Island au territoire demeure à l'étude,

Notant en outre qu'en 1993, le gouvernement du territoire a acquis les avoirs de la West Indian Company, qui possédait des biens et des intérêts considérables dans la mise en valeur du port de Charlotte Amalie,

Notant avec préoccupation la montée du taux de criminalité dans le territoire,

Rappelant qu'une mission de visite des Nations Unies s'est rendue dans le territoire en 1977,

1. Demande de nouveau à la Puissance administrante de faciliter, selon qu'il conviendra, la participation du territoire aux travaux de l'Organisation des États des Caraïbes orientales et de la Communauté des Caraïbes, ainsi que de divers organismes internationaux et régionaux, y compris le Groupe des Caraïbes pour la coopération en matière de développement économique de la Banque mondiale, conformément à la politique de la Puissance administrante et aux mandats de ces organisations;

2. Prie la Puissance administrante d'aider le gouvernement du territoire dans les efforts qu'il déploie pour équilibrer le budget et diversifier l'économie du territoire;

3. Invite la Puissance administrante à faciliter d'urgence le transfert de Water Island au gouvernement du territoire;

4. Prend acte de l'acquisition, par le gouvernement du territoire, des avoirs que détenait la West Indian Company dans le territoire;

5. Prie la Puissance administrante de continuer d'aider le territoire à prévenir la criminalité;

6. Note que 17 ans se sont écoulés depuis qu'une mission de visite des Nations Unies s'est rendue dans le territoire et demande à la Puissance administrante de faciliter l'envoi d'une nouvelle mission aussi rapidement que possible.
